



LU pour Vous

Collectif QUICURY
mail : quicury@riseup.net
site : <https://quicury.frama.site/>



Revue de presse 19 avril -3mai 2021

Liens agriculture – alimentation – biodiversité

La plupart des articles sont disponibles à la demande

Ne pas louper

Gluten, l'ennemi public ?

Patrizia Marani (79mn – 2020) disponible **jusqu'au 12 mai 2021**

Extraits de la page de présentation : Les cas de maladies cœliaques, quatre fois plus élevés que dans les années 1950, et de sensibilité au gluten ont explosé, avec une vitesse excluant une mutation génétique et accusant notre environnement.

Où le blé s'est-il mué en poison ? Comment cette céréale faite pour mûrir au soleil peut-elle prospérer dans des pays froids comme l'Ukraine ou le Canada ?

Ce gluten tenace, niché dans de nombreux produits transformés, n'explique pourtant pas à lui seul l'épidémie actuelle. Les résidus grandissants de glyphosate, un herbicide, dans les aliments à base de céréales ont une part écrasante de responsabilité.

Le constat dressé par cette enquête, multipliant les éclairages de chercheurs, économistes, juristes, fermiers ou militants, laisse parfois : mainmise des multinationales sur les réglementations, modèle industriel favorisant les grands céréaliers, interdépendance des pays entravant la régulation... Contrainte d'importer une partie de son blé, l'Italie, qui interdit la dessiccation (prisé dans les pays froids, le procédé consiste à vaporiser l'herbicide juste avant la moisson pour faire mûrir les plantes artificiellement), a tenté d'indiquer sur les paquets de pâtes la provenance des grains. Le Canada a aussitôt déposé un recours au tribunal de l'OMC.

Synopsis sur demande

2021-05-22 [France 3](#)

EMISSION GOUTEZ VOIR SUR FRANCE 3, le Chef Christian Tetedoie met ses producteurs à l'honneur dont le Cret de Bine

Il y a quelques semaines, le Cret de Bine a eu le privilège de recevoir l'équipe d'Odile Mattei (émission Goutez voir sur France 3 Rhone Alpes Auvergne) ainsi que le Chef Christian Tetedoie.

L'émission sera diffusée sur la chaîne régionale le 22 Mai à 11H30, ou en replay

Rattrapage

2020-03-26 *la Gazette des communes*

Demain, qui paiera les services publics locaux ?

La perte de maîtrise des ressources fiscales, renforcée depuis l'annonce de la suppression de la taxe d'habitation, pourrait conduire les collectivités à financer leurs services publics en recourant davantage aux acteurs du secteur privé. Les collectivités doivent imaginer d'autres modalités de financement. Certaines expérimentent déjà des montages innovants, de nouveaux agencements des services, particulièrement dans le domaine de l'énergie et de l'environnement.

[Demain, qui paiera les services publics locaux ? \(1/4\)](#)

[Les services publics locaux : à l'avenir, tous sous-traités ? \(2/4\)](#)

[Les services publics locaux : d'autres solutions économiques sont à inventer \(3/4\)](#)

[Les services publics locaux : Trois modèles urbains de gouvernance et de financement \(4/4\)](#)

2021-03-29 *journal officiel CESE*

Pour une politique publique nationale de santé environnement au coeur des territoires

2021-04-16 Blog-Médiapart

Les agriculteurs, victimes et bourreaux

Vignerons et arboriculteurs pleurent leurs récoltes perdues sous les assauts d'un gel printanier. Les céréaliers manifestaient pour conserver leurs perfusions d'argent public tout en gardant un œil sur les cours boursiers au plus haut pour ceux qui ont spéculé. La plupart veulent oublier que leurs pratiques sont pour partie à la base de leurs ennuis, qui sont aussi nos ennuis. Par [Yves GUILLERAULT](#)

2021-04-28 Actu-environnement

La difficile bataille du zéro artificialisation nette est engagée

Le plan biodiversité de Nicolas Hulot avait fixé l'objectif du zéro artificialisation nette mais sans échéance ni mode d'emploi. Les choses se compliquent au moment de rendre cet objectif contraignant.

Le projet de loi, tel qu'il ressort de son examen en première lecture par l'Assemblée nationale, inscrit dans le droit l'objectif d'absence de toute artificialisation nette des sols d'ici 2050 et celui de diviser par deux le rythme d'artificialisation d'ici 2030. Il organise la déclinaison de cet objectif par les collectivités territoriales à travers les documents de planification régionale (Sraddet), puis les documents d'urbanisme intercommunaux ou communaux (Scot, PLUi, PLU). Le texte fixe également une définition de l'artificialisation.

2021-04-30 Actu-environnement

Un nouveau dispositif incite les agriculteurs à réaliser un bilan carbone

Ce vendredi 30 avril, le ministère de l'Agriculture et l'Agence de la transition écologique (Ademe) ont annoncé que le dispositif « bon diagnostic carbone » est désormais opérationnel. Doté de 10 millions d'euros, il permet de financer des diagnostics carbone pour les agriculteurs installés depuis moins de cinq ans. Suite à un [appel à projets](#) lancé en décembre dernier, l'Ademe a agréé 218 opérateurs capables de réaliser ces diagnostics. Le ministère a mis en ligne une [carte qui recense ces opérateurs](#). [Rachida Boughriet](#)

2021-03-01 UNESCO

Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2021: la valeur de l'eau

ouvrage téléchargeable ici :[LA VALEUR DE L'EAU](#)

L'état actuel des ressources en eau montre la nécessité d'améliorer la gestion de ces ressources. En effet, si l'on veut parvenir à une gestion durable et équitable des ressources en eau et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, il est essentiel de reconnaître, de mesurer et d'exprimer la valeur de l'eau ainsi que d'en tenir compte dans les prises de décisions.

Contrôler la manière dont est établie la valeur de l'eau, c'est aussi contrôler son utilisation. En matière de gouvernance des ressources en eau, le pouvoir et l'équité reposent essentiellement sur les valeurs que l'on attribue à l'eau. Ne pas attribuer assez de valeur à l'eau dans tous ses emplois constitue une cause majeure, voire un symptôme, de la négligence politique vis-à-vis de l'eau et de la mauvaise gestion de celle-ci. Ainsi, il arrive très souvent que la valeur de l'eau, ou l'ensemble complet de ses multiples valeurs, ne soient pas pleinement pris en compte dans les processus décisionnels.

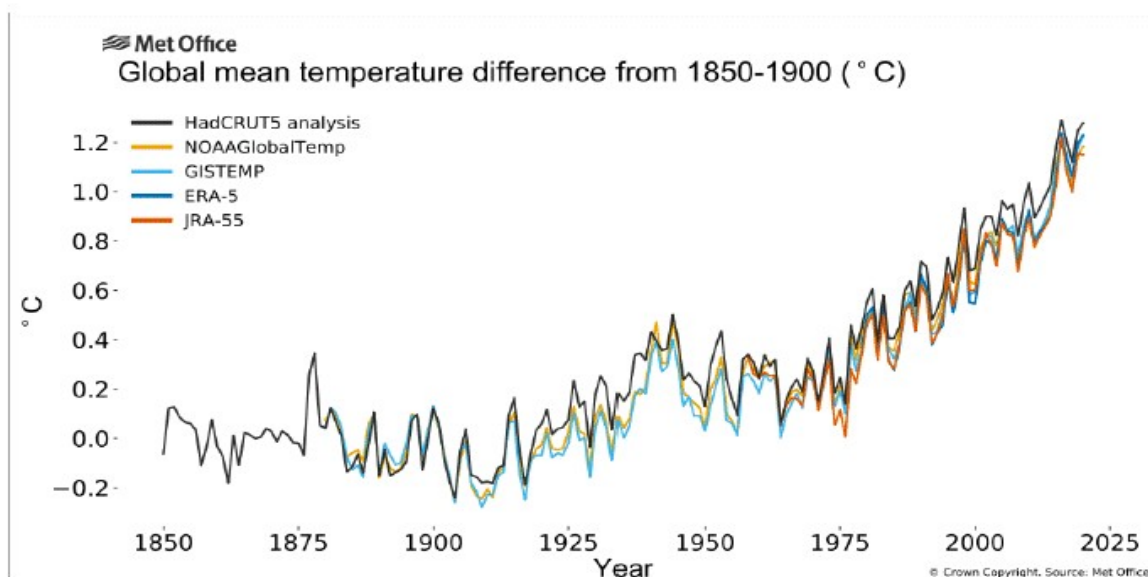
Bien que le mot « valeur » et le processus d'« évaluation » soient clairement définis, ce que recouvre précisément le terme de « valeur » aux yeux des différents groupes d'utilisateurs et de parties prenantes fait l'objet d'avis et de points de vue divergents. En outre, il existe différentes méthodes pour calculer la valeur et différents critères de mesure pour l'exprimer.

Actualité

2021-04-19 - Organisation mondiale de la météorologie

Climat mondial en 2020 : le réchauffement se poursuit

L'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) a publié aujourd'hui sa 28e Déclaration sur l'état du climat mondial. Cette année, la situation exceptionnelle, avec les effets combinés du phénomène de refroidissement La Niña et du ralentissement de l'économie



mondiale lié à la Covid-19, n'a pas réussi à mettre un frein aux signaux et aux impacts du changement climatique sur la planète. 2020 a été la 3e année la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle du globe, avec une température d'environ 1,2 °C supérieure à l'ère préindustrielle (1850-1900). Depuis 2015, les six dernières années ont été les plus chaudes jamais mesurées sur Terre. La décennie 2011-2020 est également la plus chaude jamais enregistrée.

2020-04- 22 Les Echos

La souveraineté alimentaire de la France en quatre questions

En pleine crise de coronavirus, les Français ont peur de la pénurie alimentaire. Certains ont fait des réserves pour plusieurs mois, d'autres espèrent seulement ne pas manquer. Du côté de l'exécutif, on prône désormais la souveraineté alimentaire du pays qu'il faut reconquérir. Mais comment en est-on arrivé là ? CQFD fait le point sur les enjeux de notre indépendance alimentaire. Par [Hélène Gully](#)

2021-04- 23 Le Progrès

Ils vont rendre des avis sur les projets de territoire de la COR

La création d'un conseil local de développement a été entérinée en février dernier. 42 membres composent cette instance, dont le rôle sera de rendre des avis consultatifs à la communauté d'agglomération sur ses projets de territoire. Explications. Par V. H.

2021-04- 24 Le Progrès

Christophe Fournier, un « homme de terrain » à la tête de l'abattoir

En juillet dernier, Christophe Fournier est devenu directeur de Sopacel, succédant à Jacques Lespinasse. Il affiche plus de vingt ans d'expérience dans la structure. Nous l'avons rencontré, pour évoquer les projets d'avenir de l'abattoir. Par V. H.

André Chatard, ex-président, inquiet de l'agrandissement

Pendant vingt-cinq ans, il a été la figure de l'abattoir Rhône-Ouest, co-construit « avec Michel Mercier et Maurice Pouilly ...

2021-04-28 Médiapart

Les industriels cherchent à casser l'élevage plein air, bio et paysan

Le Sud-ouest vient d'être durement frappé par l'influenza aviaire. L'État et les industriels, dont les pratiques intensives sont désastreuses, imposent aux éleveurs de plein air la claustration de leurs volailles. Par [YVES FAUCOUP](#)

2021-04-29- Confédération paysanne

Nouveaux OGM : la Commission européenne veut changer la loi pour camoufler son refus de l'appliquer

Communiqué de presse Depuis la publication de l'arrêt de la Cour de justice européenne du 25 juillet 2018 confirmant que tous les nouveaux OGM doivent être soumis aux dispositions de la réglementation, la Commission a refusé avec obstination d'harmoniser son application par l'ensemble des pays de l'Union. L'harmonisation du marché unique est pourtant une de ses premières missions. Pour justifier son forfait, elle propose aujourd'hui de modifier cette réglementation afin qu'on ne lui demande plus de l'appliquer.

2021-04-29 Le Pays

Le Pays Une éducation du champ à l'assiette

Le Réseau Marguerite, qui accompagne des programmes innovants en éducation agri-alimentaire dans le secondaire, souhaite se développer dans l'Ouest rhodanien et les Monts du Lyonnais *Ségolène Perret*

RÉGIONALES Les candidats écologistes sont venus échanger avec les membres des collectifs Quicury et Paysan

De l'artificialisation des terres agricoles dans l'Ouest rhodanien

Des représentants de la liste EELV (Europe Écologie-Les Verts) en Auvergne Rhône-Alpes ont rencontré une vingtaine de membres de deux collectifs, samedi 24 avril, à Saint-Romain-de-Popey Marc Selvini

La Highland, une philosophie avant tout

Clément Roux, 32 ans, est à la tête d'un cheptel de 120 vaches écossaises depuis 2019

Rien ne prédestinait le jeune homme à se lancer dans l'élevage de bovins Highland, de jolies vaches à poils longs tout droit venues d'Écosse. *Ségolène Perret*

2021-05-01 Le Monde diplomatique

Résilience partout, résistance nulle part - Une notion omniprésente... et si commode

Jusqu'où aller dans la mise en œuvre de nouvelles contraintes, et comment y aller ? Comment faire pour qu'elles apparaissent justifiées, voire bénéfiques, pour s'assurer de leur acceptabilité sociale ? Le recours aux sciences cognitives permet d'armer dans ce but les politiques publiques et de contribuer à un modelage de nos comportements ; ce qu'illustre la valorisation de la « résilience ».

2021-05-01 Le Progrès

Saône Beaujolais La communauté de communes se lance dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT)

La Communauté de Communes Saône Beaujolais fait partie des lauréats, retenus au niveau de la région Rhône-Alpes pour participer à un Projet Alimentaire Territorial, un dispositif d'État qui est piloté par la DRAAF* sous l'égide du ministère de l'Agriculture. La CCSB est labellisée depuis février. Par De notre correspondant Georges LEGRAND

Extrait : Frédéric Pronchéry conclut : « Le PLUi*** permet de sacraliser des terres agricoles et d'avoir un impact direct sur l'environnement, sur la qualité de l'eau, sur l'état des sols et sur l'effet de sphère. »(sic)

2021-05-03 Reporterre

Pesticides : pourquoi le Conseil d'État défend-il l'agriculture industrielle ?

Lorsque des maires ont pris des mesures contre des technologies à la nocivité potentielle ou prouvée — pesticides, OGM, 5G —, le Conseil d'État les a systématiquement désavoués. Cette institution est-elle un soutien convaincu de ces industries ? Pour l'auteur de cette tribune, elle est surtout là pour soutenir la primauté de l'État, et le système économique sur lequel il repose. *Clément Rouillier*

est maître de conférences en droit public au Laboratoire interdisciplinaire de recherche en innovations sociétales (LIRIS), université de Rennes 2.